

# Macron-Merkel

## Partenaires particuliers

Après un peu plus d'un an d'exercice simultané du pouvoir, le président français et la chancelière allemande ont su s'appivoiser. Si leur relation est toujours restée cordiale, le charme des débuts semble cependant rompu

**E**t si l'histoire se répétait? Le 11 août 2015, François Hollande et Angela Merkel se félicitent d'avoir réussi à empêcher un « Grexit ». Ils conviennent de se voir très vite à Berlin, quelques jours plus tard, pour lancer le chantier de l'approfondissement de la zone euro, dont la crise grecque a prouvé la nécessité. Las! La crise des migrants chamboulera le calendrier des deux dirigeants, qui consacreront toute leur énergie à tenter de répondre à ce nouveau défi et de sauver les accords de Schengen.

Mardi 19 juin, le conseil des ministres franco-allemand, organisé au château de Meseberg, près de Berlin, devait consacrer de nouvelles avancées pour l'union économique et monétaire. Mais la grave crise politique que traverse l'Allemagne pourrait, une nouvelle fois, faire passer ce sujet au second plan. « *Le débat sur les migrants n'a jamais été digéré* », reconnaît un proche du président. Et « *il a ressurgi avec violence ces derniers jours* », alors que les conservateurs de la CSU craignent que la montée du parti d'extrême droite AfD ne leur fasse perdre la majorité absolue en Bavière.

Emmanuel Macron, c'est un fait, n'a pas ménagé ses efforts pour dessiner avec l'Allemagne une nouvelle Europe. Il a donné des gages à Berlin, lancé des réformes, et la France est enfin sortie de la procédure pour déficit excessif... Angela Merkel a indéniablement été séduite par la fougue du jeune président, qui a mis le couple franco-allemand au cœur de sa reconquête de l'idéal européen. Mais, au fil des mois, alors que les élections européennes se rapprochent et qu'Angela Merkel est sortie affaiblie des urnes, Emmanuel Macron a dû revoir ses ambitions à la baisse. Retour sur leur première année de « cohabitation ».

### « Au début de toute chose, il y a un charme... »

Berlin, 15 mai 2017. Face à la chancellerie, une banderole bleue a été déployée. « *Au nom de l'amitié* », y est-il écrit, en français. Un haut-parleur diffuse *La Vie en rose*, d'Edith Piaf. Autour, certains agitent de petits drapeaux français et européens. Un peu plus de 300 personnes, des Allemands et des Français, venus applaudir Emmanuel Macron qui, vingt-quatre heures après sa prise de fonctions, a choisi la capitale allemande pour son premier déplacement en tant que président de la République. Aucun de ses prédécesseurs n'avait eu droit à un tel comité d'accueil.

En ce lundi ensoleillé, c'est en terrain connu – pour ne pas dire en territoire conquis – qu'Emmanuel Macron arrive à la chancellerie. Cinq ans plus tôt, jour pour jour, il était dans le Falcon qui, après avoir dû faire demi-tour à cause de la foudre, avait

conduit François Hollande à son premier rendez-vous avec Angela Merkel. Comme secrétaire général adjoint de l'Élysée (2012-2014), puis comme ministre de l'économie (2014-2016), il a noué des contacts étroits avec l'entourage de la chancellerie. Lors de la campagne présidentielle, celle-ci l'a même reçu pendant plus d'une heure, le 16 mars 2017. « *Merkel n'a pas découvert Macron le 15 mai 2017, comme elle avait découvert Hollande le 15 mai 2012. C'est un des paradoxes de la situation : pour les Allemands, Macron était encore un inconnu trois mois avant son élection ; à la chancellerie, cela faisait en réalité déjà cinq ans qu'il était un interlocuteur régulier* », explique l'économiste allemand Henrik Enderlein, directeur de l'Institut Jacques-Delors, à Berlin.

En Allemagne, la presse, de droite comme de gauche, rivalise de superlatifs pour saluer « *le beau gosse qui lisait Goethe* » (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*), « *l'incarnation de la jeunesse, du charme et du charisme* » (*Der Spiegel*), voire le nouvel « *enfant prodige de la politique* » (*Die Welt*). La chancellerie éprouve, elle aussi, de l'admiration pour Emmanuel Macron. « *Elle a observé avec anxiété cette campagne française totalement folle, témoigne un proche de la chancellerie. Avant le premier tour, elle a d'ailleurs eu très peur d'un duel entre Le Pen et Mélenchon. Pour elle, la victoire de Macron, qui a fait campagne sur l'Europe et promis de redresser l'économie et les finances de la France, a été un immense soulagement. Mais ça a été plus que cela : Merkel a été fascinée par la démarche insolite de Macron. Ayant elle-même affronté le suffrage universel, elle a parfaitement mesuré la transgression qu'il a incarnée.* »

Angela Merkel se montre en tout cas fort chaleureuse, ce 15 mai 2017, avec Emmanuel Macron. « *Elle a senti qu'une relation de confiance pouvait s'établir* », se souvient un de ses fidèles. « *Macron sait très bien s'y prendre avec les personnes plus âgées que lui. Il a une grande capacité à les séduire, à leur parler, à leur donner le sentiment qu'ils sont plus jeunes* », ajoute un observateur aguerri du couple franco-allemand.

Lors du point presse qui suit l'entretien, Merkel choisira d'ailleurs de caler son discours sur celui son invité. « *Nous sommes à un moment historique de l'Europe. (...) Nous avons besoin d'un temps historique qui soit un temps de refondation* », dit-il. « *L'Allemagne ne se porte bien que quand l'Europe se porte bien. Et l'Europe ne se porte bien que si la France est forte en Europe. (...) Nous voulons créer une nouvelle dynamique* », lui répond-elle.

Mais ses hochements de tête et ses sourires ne sont pas des blancs-seings. Depuis douze ans qu'elle dirige l'Allemagne, la chancellerie a fini par s'habituer à ces présidents français qui, à peine entrés à l'Élysée, s'envolent pour

Berlin pleins d'ardeur, convaincus que leur élection va changer le cours de l'histoire. Sans doute est-ce pour cela qu'elle prendra soin, ce jour-là, de souhaiter « *bonne chance* » à M. Macron pour les législatives de juin, observant que du résultat de celles-ci « *dépendrait sa capacité d'agir* ». Sans doute est-ce aussi pour cela qu'elle lui rappellera cette phrase de l'écrivain allemand Hermann Hesse : « *Au début de toute chose, il y a un charme.* » Avant d'ajouter : « *Mais le charme ne dure que si les résultats sont là.* »

### « M&M » en « symbiose »

Bruxelles, 23 juin 2017. Il avait fallu attendre quatre ans après la présidentielle française de 2007 pour que l'on parle de « Merkozy », néologisme forgé pendant la crise de l'euro pour désigner le tandem formé par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel. Il aura suffi d'un mois après l'élection d'Emmanuel Macron pour que les journalistes inventent un sobriquet – doux comme une friandise – pour qualifier l'attelage qu'il forme avec la chancellerie. « *M&M dominant maintenant l'Union européenne* », titre le quotidien conservateur *Bild*, ce 23 juin 2017.

Quelques heures plus tard, à l'issue du premier conseil européen d'Emmanuel Macron comme chef de l'État, les deux dirigeants affichent leur belle entente lors d'une conférence de presse conjointe. Pour décrire la relation entre les deux pays, le président parle de « *symbiose* ». A la chancellerie, il donne du « *Angela* ». Respectant la chorégraphie qu'ils ont imaginée en amont, ils prennent soin d'esquiver les sujets qui fâchent – à commencer par la réforme de la zone euro, où commencent à poindre leurs désaccords – pour mieux insister sur ceux qui les rapprochent. « *Contrairement à ce qu'avaient fait Sarkozy avec les Britanniques et Hollande avec les Italiens et les Espagnols, Macron n'est pas arrivé au pouvoir avec l'idée de former une alliance de revers pour peser face aux Allemands. Ça, Merkel le sait et le respecte* », analyse un ministre français.

Pour les deux dirigeants, ce conseil européen est aussi l'occasion de tester leur complicité, quitte à se répartir les rôles. A Bruxelles, M<sup>me</sup> Merkel apprécie ainsi le discours musclé que tient M. Macron aux pays de l'Est, Pologne et Hongrie en tête, qui refusent d'accueillir des réfugiés au motif qu'ils sont musulmans. Un discours qu'elle ne peut se permettre, en raison des rapports compliqués entre Berlin et Varsovie, et de l'appartenance du premier ministre hongrois, Viktor Orban, au Parti populaire européen (PPE), auquel la CDU allemande est également affiliée. « *Un mois après le G7 de Taormine et trois semaines avant le G20 de Hambourg, ce Conseil européen est un moment important dans la relation qui se*

*noue entre Macron et Merkel : le bilatéral est une chose, mais la capacité à monter ensemble des stratégies communes face à des pays comme les Etats-Unis, la Russie ou la Chine, en est une autre*», observe un haut fonctionnaire allemand.

Habituee de ces rendez-vous diplomatiques, Angela Merkel observe avec intérêt les premiers pas d'Emmanuel Macron. « *Au début, elle avait des interrogations sur sa capacité à être président, explique un diplomate français. Très vite, elle a été fascinée par sa vitalité et sa capacité à renverser la table. En même temps, elle se méfie de ses foucades. Il ne faut jamais oublier que Merkel est une conservatrice, elle aime les choses prévisibles, la stabilité. Quelqu'un comme Macron, qui casse les codes, ça l'inquiète.* »

## Le tournant de la Sorbonne

Berlin-Paris, 23 septembre 2017. Depuis quelques jours, les courriels et les SMS circulent plus intensément que d'habitude entre l'Elysée et la chancellerie. Mais, ce samedi, c'est au plus haut niveau, et par téléphone, que l'on échange. A la veille des législatives allemandes, Emmanuel Macron tient à parler à Angela Merkel du discours sur l'Europe qu'il prononcera, trois jours plus tard, à la Sorbonne. La conversation durera plus d'une heure.

Ce discours, cela fait des semaines que le président français y réfléchit. Pour le prononcer, il a toutefois attendu les élections outre-Rhin, « *afin de ne pas créer une gêne en Allemagne* », assure son entourage. Sur le fond également, le chef de l'Etat l'a calibré afin qu'il ne soit pas perçu comme un ultimatum à Berlin. « *Ce que dit Macron à la Sorbonne*

*n'est pas exactement ce qu'il a dit au Point trois semaines avant*, précise un diplomate allemand proche d'Angela Merkel. *Ainsi, à la Sorbonne, il est beaucoup moins précis sur le budget de la zone euro, dont il se garde, cette fois, de préciser le montant qu'il imagine, alors que, dans l'hebdomadaire, il l'avait établi à "plusieurs points de PIB de la zone euro". La chancellerie apprécie, car ça laisse des marges de négociation.* »

Le discours de la Sorbonne marque cependant un tournant dans la relation entre les deux dirigeants. A Berlin, la chancellerie sort affaiblie des législatives: la CDU-CSU, sa famille politique, n'a recueilli que 32,9 % des voix, son plus mauvais résultat depuis le début des années 1950. A Paris, le président fait face à une rentrée sociale certes agitée, mais cela n'empêche pas la publication au *Journal officiel*, le 23 septembre justement, des ordonnances qui réforment le code du travail. « *La chronologie est capitale, décrypte un diplomate français. Avec la publication des ordonnances, Macron montre qu'il tient ses promesses sur les réformes. Aux yeux des Allemands, ça lui donne une crédibilité. Le 24, avec ses législatives, Merkel est fragilisée comme jamais. Il y a là un moment de bascule.* » « *D'un côté, Macron prend le leadership, de l'autre, Merkel perd la main avec des négociations à n'en plus finir pour former une coalition* », estime un ministre français.

Entre les deux dirigeants, le dialogue n'est pas rompu. Mais la nouvelle donne politique à Berlin empêche la chancellerie de répondre aux propositions françaises. C'est donc avec des images qu'elle affiche sa proximité avec Emmanuel Macron. Au sommet numérique de Tallinn (Estonie), le 28 septembre, elle

poste, sur son compte Instagram, une photo les montrant tout sourire, se tenant par les épaules, les yeux dans les yeux. Le 10 octobre, au Salon du livre de Francfort, dont la France est l'invitée d'honneur, elle publie une autre photo où on la voit penchée sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, que tient devant elle, dans une

pose presque professorale, le président français. « *Pendant cette période, Merkel ne dit rien en public, mais elle continue de parler beaucoup avec Macron*, explique un témoin de la scène. *A Francfort, par exemple, j'ai été frappé par la façon dont s'est passé leur tête-à-tête. A peine arrivés, ils ont commencé à discuter en anglais, sans attendre les interprètes. Comme s'ils reprenaient le fil d'une conversation qu'ils avaient interrompue. Il y a là quelque chose d'assez caractéristique de leur relation. Ils se parlent très naturellement, comme des collègues. Cela ne veut pas dire qu'ils sont d'accord sur tout, mais il y a entre eux une fluidité assez étonnante dans les relations diplomatiques.* »

## Berlin ne répond plus

Paris, vendredi 16 mars. Au rez-de-chaussée de l'Elysée, face à la presse, Emmanuel Macron félicite sa « *chère Angela* » pour sa réélection, deux jours plus tôt, par le Bundestag, et la remercie « *d'être ici, à Paris, pour cette première visite officielle à l'étranger* » de son quatrième mandat. Mais, derrière les sourires et les amabilités, le président ne cache pas son impatience. « *Pendant de longues années, l'Allemagne a attendu que la France conduise ses réformes; la France les a faites ces derniers mois dans des circonstances inédites et avec volontarisme, et nous continuerons à les mettre en œuvre, déclare-t-il. Pendant de longues années, l'Europe a attendu que le couple franco-allemand avance et propose, avec la force qu'il a historiquement su trouver à chacune des grandes étapes de l'Europe. Nous y sommes prêts. Et c'est donc cette étape qui est désormais devant nous.* » A ses côtés, Angela Merkel se veut rassurante: « *Vous avez une volonté très forte; nous aussi, nous avons une volonté très forte.* »

En coulisses, cependant, de sérieux doutes commencent à poindre, côté français, sur ladite « *volonté* » de la chancellerie. A Paris, les six mois qui lui ont été nécessaires pour former une coalition ont paru interminables. Mais l'issue des négociations a été accueillie avec soulagement. A l'automne 2017, la France redoutait en effet la mise en place d'une coalition dite « *jamaïcaine* » entre conservateurs, écologistes et libéraux, craignant que la présence de ces derniers au gouvernement ne scelle définitivement la mort des projets français sur l'avenir de la zone euro. La signature d'un « *contrat de coalition* » entre les conservateurs et les sociaux-démocrates du SPD, en février 2018, a au contraire été perçue à Paris comme un signal encourageant. D'autant que le texte, qui porte l'empreinte du SPD pour sa partie concernant l'Europe, contient des ouvertures inédites sur les investissements ou la mention d'un budget pour la zone euro.

Mais les choses ne se passent pas comme prévu. Au SPD, plus proche de ses positions sur l'Europe que la CDU-CSU, Emmanuel Macron comptait deux alliés: Martin Schulz, le président du parti, qu'il avait reçu quelques semaines auparavant à l'Elysée, et Sigmar Gabriel, le ministre des affaires étrangères, avec qui il avait tissé des liens d'amitié

quand ils étaient tous deux ministres de l'économie. Or, à peine le « *contrat de coalition* » signé, les deux hommes quittent la scène à cause de dissensions internes au SPD,

ce qui « *jette un trouble à l'Elysée* », explique un proche du président. D'autant que le nouvel homme fort du SPD, l'ancien maire de Hambourg Olaf Scholz, nommé ministre des finances et vice-chancelier, n'affiche pas la même souplesse. « *Macron a cru que la tâche lui serait facilitée par le fait que le ministère des finances soit confié aux sociaux-démocrates et non plus aux conservateurs, comme dans le gouvernement précédent*, estime un proche de la chancellerie. *Or, Olaf Scholz, avant d'être un ministre des finances SPD, est d'abord un ministre des finances allemand.* »

## Histoire de « fétichisme »

Aix-la-Chapelle, mercredi 9 mai. Sous l'imposante croisée d'ogives de la salle du couronnement de l'hôtel de ville, Emmanuel Macron savoure le moment. Après Jean Monnet, Winston Churchill, Konrad Adenauer, François Mitterrand ou Simone Veil, le voici distingué à son tour par le prix Charlemagne pour « *l'élan donné à l'Europe à la suite de [sa] campagne électorale* » et sa volonté de « *réancrer l'Europe et l'idée européenne au cœur des sociétés [et] des populations* ».

Mais, contrairement à nombre de ses prédécesseurs, le président ne se contente pas d'un discours convenu. Profitant de la présence d'Angela Merkel à ses côtés, lauréate du prix en 2008 et chargée, pour l'occasion, de prononcer son *laudatio* (« *éloge* »), le chef de l'Etat se fait pressant. Sur la création d'un budget de la zone euro ou sur la « *taxe Google* », Berlin s'est montré plus prudent que jamais ces derniers jours, et Paris s'inquiète.

Chacune de ses phrases sonne comme une injonction. « *Ne soyons pas faibles et choisissons! (...) L'Allemagne va avoir à formuler d'ici à juin sa réponse, c'est celle-ci que j'attends et j'espère beaucoup de la chancellerie et de son gouvernement pour être à la hauteur de ce moment historique. (...) En Allemagne, il ne peut y avoir un fétichisme perpétuel pour les excédents budgétaires et commerciaux, car ils sont faits aux dépens des autres.* »

Angela Merkel encaisse, la mine renfrognée. Dans la salle, les plus europhiles des dirigeants politiques allemands, de Martin Schulz à Joschka Fischer, l'ancien ministre des affaires étrangères de Gerhard Schröder, boivent du petit-lait. Présent lui aussi, l'ex-eurodéputé Daniel Cohn-Bendit se plaît à rêver que les paroles de M. Macron, que la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a baptisé quelques jours plus tôt « *le nouveau leader de l'Europe* », provoque « *un tsunami* » dans l'opinion outre-Rhin.

Dans l'entourage d'Angela Merkel, l'impétuosité du président agace. « *Il y avait des parties dispensables dans ce discours* », assure un proche, qui n'hésite pas à parler d'une « *erreur de casting* ». « *Une remise de prix n'est pas le lieu pour une négociation politique. Certes, Merkel s'attendait à ce que Macron exprime une nouvelle fois son ambition. Mais, entre afficher une ambition et attaquer, il y a une différence. Tout ça est agaçant, ça complique le travail.* »

A l'Elysée, on se défend d'avoir voulu être agressif. « *Le discours d'Aix-la-Chapelle a été vu comme un discours d'interpellation de la chancellerie, alors qu'il s'agissait d'interpeller l'opinion allemande* », explique un conseiller. Celui-ci reconnaît cependant que, « *si Merkel connaissait la tonalité du discours, elle ne savait pas qu'on allait parler de fétichisme* ».

## Les lignes rouges de la chancelière

Munich, le 6 juin. Ce mercredi, la chancelière est en famille, à l'occasion du congrès du PPE, réuni en Bavière. Trois jours plus tôt, elle a donné une interview fleuve à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, dans laquelle elle répondait à Emmanuel Macron, enfin, en énonçant clairement ses lignes rouges. « *Cet entretien porte la marque des conseillers de Merkel chargés des affaires européennes, qui ont toujours freiné des quatre fers sur l'approfondissement de la zone euro, décrypte un haut fonctionnaire allemand. Avant, leur influence était un peu contrebalancée par Peter Altmaier, qui, bien que conservateur, était plus ouvert aux idées françaises. Mais, depuis qu'il a été nommé ministre de l'économie, Merkel n'est plus entourée, au quotidien, que par des gens beaucoup plus raides.* »

A Munich, Angela Merkel prend tout le monde de court et lance la campagne pour les élections européennes. Une manière d'occuper le terrain, alors que le PPE menace d'être doublé aux européennes de 2019 par une coa-

lition de populistes. Au passage, elle milite pour que « *le Parlement européen concentre son travail sur un seul site* », en l'occurrence Bruxelles (et pas Strasbourg). « *Un coup de patte en retour, après Aix, commente un diplomate français. C'est la première fois qu'un chancelier évoque ce sujet depuis douze ans.* »

« *Après cette séquence tendue, il fallait sortir des postures, analyse un diplomate allemand, et se mettre à travailler ensemble.* » Angela Merkel a compris qu'avec Donald Trump, c'en est fini de l'alliance historique scellée entre l'Allemagne et les Etats-Unis depuis la guerre froide. Elle n'a d'ailleurs jamais exprimé publiquement ses dissensions avec Paris dans la réponse européenne à apporter à la décision de Washington d'augmenter les taxes sur les importations d'acier et d'aluminium. « *Les équipes de Trump ont tout fait pour diviser les Européens, raconte un diplomate européen. Peut-être parce qu'elle vient de RDA, Angela Merkel n'a pas la vision classique de l'Allemagne rhénane sur la relation avec les Etats-Unis.* » La formation d'un gouvernement populiste en Italie la rapprochera aussi de Paris.

« *La machine est repartie, mais plus doucement qu'on aurait pu l'espérer* », conclut un diplomate spécialiste du couple franc-allemand. La raison? Le poids des réalités, tout simplement, estime un haut fonctionnaire européen. « *Macron a un peu surestimé son leadership. Il ne suffit pas de proclamer à tout bout de champ "France is back". Même si elle se redresse, la France reste beaucoup plus faible que l'Allemagne. Et Merkel, même si elle est fragilisée politiquement, dispose, au sein du PPE, d'alliés que Macron n'a pas.* »

Neuf jours avant de le retrouver au château de Meseberg, Angela Merkel a en tout cas prévenu le président français. Emmanuel Macron fait des propositions « *dont il sait depuis longtemps qu'elles ne sont pas les bonnes, selon moi* », a déclaré la chancelière sur le plateau de la chaîne ARD, le 10 juin. Avant d'ajouter : « *Je ne dis pas qu'il n'aura rien de ce qu'il veut.* » Si l'entente demeure cordiale, le charme, lui, est bel et bien rompu. ■

VIRGINIE MALINGRE  
ET THOMAS WIEDER  
(BERLIN, CORRESPONDANT)